

LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

DISSERTATION

Phrase d'accroche

Une réflexion parlementaire sur le besoin de légiférer en matière de gvt d'entreprise (*publication d'un rapport sous le nom de rapport Bouton*), doit déboucher sur une proposition de loi axée sur un renforcement de la transparence pour éviter les abus managériaux . En effet de nombreux scandales ont eu lieu ces dernières années de type délits d'initiés, abus de biens sociaux ou scandales financiers.

Des moyens législatifs semblent donc devenir nécessaire afin de mieux encadrer la direction des entreprises pour préserver ses intérêts.

Définition

Dans ce cadre là, le gouvernement d'entreprise désigne l'ensemble des règles permettant aux actionnaires de s'assurer que les entreprises, dont ils détiennent des parts, sont dirigées en conformité avec leurs propres intérêts.

Ce concept est de plus en plus souvent formalisé par des accords d'entreprise.

Problématique

Quels objectifs peut-on attendre d'un gouvernement d'entreprise et sommes-nous sûrs que tous les acteurs sont représentés ?

Dans un premier temps, nous verrons les objectifs recherchés par la mise en place d'un gouvernement d'entreprise, puis dans un second temps, nous verrons que toutes les forces en présence ne sont pas nécessairement prises en compte de la même façon.

LES GOUVERNEMENTS D'ENTREPRISE : AFFAIRE ENTRE DIRIGEANTS ET ACTIONNAIRES

En pratique, la société ne peut pas être gérée directement par les actionnaires eux-mêmes alors qu'ils sont propriétaires. L'ensemble des actionnaires se compose d'individus et d'institutions dont les intérêts et les objectifs sont principalement financiers. Ils nomment donc une équipe dirigeante.

L'équipe dirigeante, doit être à même de prendre rapidement des décisions par rapport à l'activité de la société, sa stratégie, sa croissance... Elle intervient dans des marchés en constante évolution et de plus en plus complexes.

Un des premiers objectifs du gouvernement d'entreprise est donc le partage des responsabilités entre les dirigeants et les actionnaires.

Suite aux différents scandales financiers, un second objectif est de redonner confiance aux actionnaires par des moyens adaptés :

- ✓ Des audits,
- ✓ La mise en place d'organisme de contrôle (les conseils de surveillances dans les SA)
- ✓ Le renforcement de l'obligation de transparence

Les actionnaires et les investisseurs potentiels ont besoin d'avoir accès à des informations périodiques, fiables. Elles doivent leur permettre de prendre des décisions concernant leurs actions dans l'entreprise.

Ce partage des responsabilités ainsi qu'une meilleure maîtrise de l'information va permettre aux actionnaires et aux dirigeants de déterminer en commun les objectifs de l'entreprise et les moyens de les atteindre.

S'il n'existe pas à l'heure actuelle de modèle type de gouvernement d'entreprise, les entreprises mettent en place des moyens pour tenir compte des réflexions en cours. Par exemple, Valeo a mis en place les quatre comités suivants :

- ✓ un comité stratégique,
- ✓ un comité d'audit,
- ✓ un comité des rémunérations
- ✓ un comité des nominations.

Un bon système de gouvernement d'entreprise aide les entreprises à employer au mieux leurs ressources en capital. Il permet en outre de s'assurer que les entreprises prennent en considération les intérêts des différentes parties prenantes.

En effet toutes les forces en présence ne sont pas nécessairement prises en compte de la même façon.

II. PAS SEULEMENT : D'AUTRES FORCES SONT EN PRESENCE

D'autres acteurs interviennent en effet dans la vie de l'entreprise. Ce sont les salariés, les petits actionnaires, les banquiers, les créanciers et les pouvoirs publics.

Leur rôle n'est pas à l'heure actuelle pris en compte dans les gouvernements d'entreprise. Cependant ils auraient un rôle important à jouer.

Les salariés et les autres parties prenantes à la vie de l'entreprise apportent une contribution précieuse à la réussite à long terme et aux résultats de l'entreprise.

Pour satisfaire les objectifs des actionnaires vision de court terme, les entreprises doivent faire des efforts de réduction des coûts de production. La recherche d'une plus forte rentabilité peut conduire à des externalisations, des délocalisations, des licenciements.

D'un point de vue du long terme, les salariés peuvent par leur présence au sein des conseils d'administration avoir un rôle actif et contribuer à accroître le contrôle exercé sur la direction, même si cette participation n'est que représentative.

Par le biais de l'intéressement et de la participation, les salariés sont également de plus en plus souvent actionnaires des entreprises.

Dans ce cadre là, l'objectif serait donc de ne pas sacrifier les intérêts des salariés au profit des intérêts à court terme des actionnaires.

D'autre part, les organismes financiers, sans faire partie intégrante des gouvernements d'entreprise, ont un pouvoir de contrôle important.

Les banques qui financent les investissements ont la connaissance de la bonne santé de l'entreprise, et pourraient donc contribuer au renforcement du contrôle des dirigeants. En effet le financement des entreprises en France se fait par l'intermédiaire de grands groupes bancaires (*intermédiation financière importante en Europe*) dont la participation à la constitution des capitaux reste très élevée.

Ceci pose donc la question de la représentation de telle instance dans le gouvernement d'entreprise. Mais l'intérêt des actionnaires n'est pas nécessairement compatible avec celui des banques.

La bonne connaissance de la santé financière des entreprises par les banques serait un plus dans le contrôle de l'information financière au sein d'un gouvernement d'entreprise.

Ces deux cas particuliers nous montrent le potentiel d'évolution que l'on peut attendre dans la constitution d'un gouvernement d'entreprise et donc dans les moyens de contrôle des directions d'entreprise.

CONCLUSION

Concept récent, le gouvernement d'entreprise a pour rôle principal le contrôle des directions d'entreprise suite à des malversations financières. Il conduit à un partage de responsabilités au sein de l'entreprise dans le choix des objectifs et des moyens. Une plus grande confiance des actionnaires est alors possible grâce à une meilleure information financière et une transparence accrue.

Tous les acteurs de l'entreprise ne sont cependant pas représentés au sein des gouvernements d'entreprise comme par exemple les salariés, les institutions financières. Pourtant leur connaissance serait un atout dans le contrôle des dirigeants et leur participation serait d'autant plus importante que leur implication serait prise en compte.

Pour rebondir sur le terme « gouvernement » d'entreprise, celui-ci ne présente-t-il pas le risque à long terme de se substituer au gouvernement politique ?